Le financement des cultes et la Convention européenne des droits de l'homme

Gérard Gonzalez

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1022>

DOI : 10.4000/rdr.1022

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 10 mai 2016

Pagination : 9-21

ISBN : 978-2-86820-954-2

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Gérard Gonzalez, « Le financement des cultes et la Convention européenne des droits de l'homme », *Revue du droit des religions* [En ligne], 1 | 2016, mis en ligne le 11 février 2020, consulté le 19 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1022> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1022>

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

LE FINANCEMENT DES CULTES ET LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Gérard GONZALEZ

Université de Montpellier, Institut de droit européen des droits de l'homme (IDEDH)

RÉSUMÉ

La Cour européenne consacre la liberté des États de contribuer au financement des cultes. Elle accepte des différences de traitement entre les cultes dès lors que cette différence ne constitue pas une discrimination, c'est-à-dire qu'elle doit reposer sur des motifs objectifs et raisonnables, faute de quoi une discrimination pourrait être identifiée. L'arbitraire ne doit pas non plus être à l'origine d'une ingérence si grave et disproportionnée qu'elle remette en cause le fonctionnement du culte visé, portant ainsi une atteinte inconvictionnelle à l'exercice collectif de la liberté de religion, mais aussi, au-delà, à l'exercice individuel de chacun des fidèles du groupe concerné. Sur ce terrain du financement des cultes, le principe de subsidiarité trouve une application satisfaisante.

ABSTRACT

The European Court enshrines freedom of States to finance religious groups. A difference in treatment will be acceptable if it is not discriminatory, that is based on objective and reasonable grounds. The arbitrariness should not be the cause of so serious and disproportionate interference that call into question the operation of religious groups involved, bringing a disproportionate interference with the collective exercise of freedom of religion, but also beyond, to the individual freedom of religion of the faithful. On this ground of religion funding, there is a satisfactory application of the subsidiarity principle.

Toute religion a, pour son fonctionnement besoin de financement. Celui-ci est variable selon les relations qu'entretiennent (ou pas) les tats avec les religions prsentes sur leur sol. Au sein des quarante-sept tats membres du Conseil de l'Europe, et donc parties la Convention europenne des droits de l'homme, ces relations sont trs diverses, de la lacit prnant la sparation jusqu'au systme d'glise d'tat. Cette diversit n'est pas remise en question par l'adhsion la Convention. La Commission, comme la Cour, ont adopt la seule attitude possible en se refusant condamner *a priori* tout systme de relations entre l'tat et un (ou des) culte(s), la Commission jugeant par exemple qu'« en soi », le systme d'tat confessionnel ne viole pas l'article 9 de la Convention¹, principe de neutralit de la Convention l'gard des systmes nationaux que la Cour n'a jamais remis en question, sauf au regard de l'tat fond sur une vritable thocratie². La question du financement des cultes se prsente ds lors devant la Cour europenne des droits de l'homme sous diverses formes. Certaines ne concernent pas directement l'exercice d'un culte dans le cadre de la libert de religion. La jurisprudence europenne carte toute prtention dont le lien avec l'objet cultuel apparit trop peu vident ou inexistant. Ainsi, l'glise de Scientologie se plaignait-elle d'une ingrence injustifie dans l'exercice de son droit exprimer une opinion religieuse propos d'une annonce proposant la vente l'lectromtre Hubbard (E-mtre) dont la publicit avait t censure en ce qu'elle le prsentait comme « un moyen prcieux de mesurer l'tat de l'me humaine et ses variations ». Or l'article 9 « ne protge pas des professions de prtendue foi religieuse qui apparaissent comme des arguments de vente dans des annonces caractre purement commercial faites par un groupe religieux »³. D'autres voies sont cependant plus ouvertes, comme tout particulier, qu'il s'agisse de la protection du droit de proprit galement protg par la Convention selon l'article 1 Protocole 1 (1P1) ou de l'article 6 garantissant le droit un procs quitable. L'illustre l'affaire *Les Saints monastres c/ Grce* dans laquelle des entits lgales de droit public se virent prives de certaines possessions dont la preuve d'un droit de proprit n'avait pu, compte tenu de leur anciennet, tre rapporte comme l'exigeait une nouvelle loi⁴. La Commission dcide que « les dispositions incrimines se rfrent au patrimoine monastique et

1. Rapport 9 mai 1989, n 11581/85, *Peter Darby c/ Sude*.

2. CEDH, Gde ch., 13 fvr. 2003, *Refah Partisi et a. c/ Turquie*, obs. GONZALEZ G., in SUDRE F. (dir.), *Les grands arrts de la Cour europenne des droits de l'homme*, Paris, PUF, 7 d. 2015, n 57.

3. Comm. EDH, dc. 5 mai 1979, n 7805/77, X. et *glise de scientologie c/ Sude*.

4. CEDH, 9 dc. 1994, n 13092/87 ; 13984/88.

ne concernent nullement la pratique religieuse de l'ascétisme » et que « les requérants n'ont pas démontré que d'autres objets ou avoirs nécessaires à la pratique et au culte religieux étaient affectés ». Elle observe que « les zones qui entourent les monastères et, en particulier, celles destinées à la culture par les moines, sont exemptées des dispositions incriminées ». Analyse sévère et minimaliste que la Cour est venue un peu tempérer en relevant une violation du droit au respect des biens de certains des requérants, tout en précisant que « les dispositions jugées contraires à l'article 1P1 ne visent en aucune manière les biens des requérants destinés à la pratique du culte et, partant, ne portent pas atteinte à l'exercice du droit à la liberté de religion ». La Cour européenne accorde aux Saints Monastères une protection identique à celle des particuliers touchés par des procédures d'expropriation, en faisant porter son contrôle sur le respect de l'article 1P1 relatif au respect des biens. Parfois cependant, l'atteinte aux biens est telle, si récurrente et grave, que le constat de violation de l'article 1P1 englobe implicitement une violation discriminatoire de la liberté de religion que la Cour ne constate pas expressément par économie de moyens, comme dans le cas des affaires relatives aux minorités et fondations de droit turc⁵. La question qui sera abordée ici le sera plus précisément sous l'angle du financement des cultes contribuant directement à l'exercice de la liberté de religion, dont le culte est la manifestation collective essentielle. Dans ce cadre, la Convention n'interférant pas avec le choix, souvent culturel et historique, de l'État de soutenir les cultes, le principe de la liberté de celui-ci d'accorder un soutien financier semble acquis sous certaines conditions (1). Par ailleurs, soucieuse de garantir des droits « concrets et effectifs », la Cour veille au respect par l'État de l'autonomie ecclésiale au regard de son propre financement (2).

1. LE PRINCIPE DE LA LIBERTÉ DE L'ÉTAT POUR ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER CULTUEL

L'indifférence de la Convention aux types de relations Églises-État, exception faite de la théocratie, suscite néanmoins un encadrement des liens tressés entre un État et une religion en particulier. Dès lors se pose la question de l'impôt ecclésial (1.1) et du respect de l'interdiction des discriminations

5. CEDH, 9 janv. 2007, n° 34478/97, *Fener Rum Erkek Lisesi Vakfı c/ Turquie* ; 8 juill. 2008, n° 14340/05, *Fener Rum Patrikliği (Patriarcat œcuménique) c/ Turquie* ; 3 mars 2009, n° 37639/03 et autres, *Bozcaada Kimisis Teodoku Rum ortodoks Kilisesi Vakfı c/ Turquie* ; 6 oct. 2009, n° 35570/02, *Özbek c/ Turquie*.

fondes sur la religion qui pourraient rsulter d'un soutien financier trop exclusif d'une religion (1.2).

1.1. LA CONVENTIONNALIT SOUS RSERVE DE L'IMPT ECCLSIAL

1.1.1. Le principe de la conventionnalit de l'impt ecclsial

Dans l'affaire *Darby*, la question de la validit de cet impt ne fut pas souleve, mais la Cour conclut un refus discriminatoire d'exonration du requrant fonde sur sa rsidence et ne reposant sur aucun but lgitime⁶. Implicitement, c'tait accepter le principe d'un tel impt collect au profit de l'glise luthrienne de Sude dont une partie seulement (30%) tait paye par les personnes n'appartenant pas cette glise pour la couverture des tches administratives remplies par les paroisses. De telles activits « civiles » peuvent justifier l'attribution d'un financement spcifique aux glises concernes, en principe l'glise d'tat, sans que cela emporte « en soi » violation de la Convention⁷. La Cour va pouvoir livrer plus ouvertement sa position sur la conventionnalit de l'impt ecclsial dans sa dcision d'irrecevabilit d'une plainte contestant le fait que, dans le cadre de leur dclaration de revenus, les requrants espagnols ne pouvaient, en tant que membres de l'glise vanglique baptiste, affecter directement une partie de leur impt au soutien de leur glise, la diffrence des contribuables de religion catholique⁸. La Cour confirme que « la libert de religion n'implique nullement que les glises ou leurs fidles doivent se voir accorder un statut fiscal diffrent de celui des autres contribuables » et que les tats jouissent dans ce domaine d'une « marge d'apprciation d'autant plus justifie qu'il n'existe pas au niveau europen un standard commun en matire de financement des glises ou cultes ; ces questions tant troitement lies l'histoire et aux traditions de chaque pays ». Par cette dcision, la Cour valide le systme du concordat, observant que le « traitement fiscal spcifique dont bnficie l'glise catholique en Espagne [...] dcoule des accords conclus le 3 janvier 1979 entre l'Espagne et le Saint-Sige, qui mettent la charge des deux parties des obligations rciproques : par exemple, l'glise catholique s'engage mettre au service de la socit son patrimoine historique, artistique et documentaire » ; en contrepartie « ses locaux de culte bnficient d'une exonration fiscale ».

6. CEDH, 23 oct. 1990, n 11581/85, *Darby c/ Sude*.

7. CEDH, dc. 18 sept. 2012, n 22897/08, *Asatrarfelagjo c/ Islande*.

8. CEDH, dc. 14 juin 2001, n 53072/99, *Alujer Fernandez et Rosa Caballero Garcia c/ Espagne*.

D'une façon générale, « l'obligation faite à une Église de conclure un accord avec l'État afin de pouvoir bénéficier de la rétrocession d'une partie de l'impôt sur le revenu recouvré par l'État n'apparaît pas comme étant une exigence dénuée de fondement ni disproportionnée » ; toutefois, la Cour fixe une limite aux conséquences de tels accords qui ne doivent pas constituer un avantage discriminatoire⁹.

1.1.2. Les modalités de gestion de l'impôt ecclésial

Selon une loi italienne de 1985, huit millièmes de l'impôt sur le revenu sont destinés à l'État, à l'Église catholique ou à l'une des institutions représentatives des cinq autres religions (Union des Églises adventistes du septième jour, Assemblée de Dieu d'Italie, Église méthodiste et vaudoise, Église évangélique luthérienne et Union des communautés juives d'Italie) qui ont conclu avec l'État une convention. Le choix de la destination de ce pourcentage d'impôt doit être exprimé lors de la déclaration de revenus et si aucun choix n'est exprimé, la somme est partagée entre l'État, l'Église catholique et les institutions représentatives des autres religions. Le requérant se plaint d'être obligé de manifester ses convictions lors de la rédaction de sa déclaration de revenus. Lapidairement, la Cour déclare la requête irrecevable sur le terrain de l'article 9 de la Convention au motif que « les contribuables ont la faculté de ne pas exprimer de choix quant à la destination des huit millièmes de l'impôt sur le revenu », d'où « il s'ensuit que la disposition litigieuse n'entraîne pas une obligation de manifester ses convictions religieuses pouvant être considérée comme contraire aux articles de la Convention invoqués ». Sur le terrain du droit des biens, tout aussi abruptement, la Cour juge l'argument irrecevable car « la loi fiscale litigieuse prévoit non pas une imposition qui s'ajouterait à l'impôt normal sur le revenu, mais seulement une affectation spécifique d'un pourcentage des sommes perçues au titre de cet impôt », cette loi s'inscrivant dans la marge d'appréciation de l'État « ne saurait être considérée en tant que telle comme arbitraire »¹⁰. L'affaire *Wasmuth c/ Allemagne*¹¹ va lui donner, quelques mois plus tard, l'occasion de livrer au fond une motivation plus précise, faute d'être complètement convaincante. En Allemagne, les contribuables disposent d'une carte d'imposition sur le salaire assortie d'une rubrique concernant le prélèvement de l'impôt cultuel retenu et versé au Trésor public par les employeurs. Sur la carte d'imposition du requérant,

9. V. 1.2.

10. CEDH, déc. 29 mars 2007, n° 23123/04, *Spampinato c/ Italie*.

11. CEDH, 17 févr. 2011, n° 12884/03, *Wasmuth c/ Allemagne*.

cette rubrique contient la mention « -- », indiquant sa non-appartenance une glise ou une socit religieuse habilite et informant son employeur qu'il n'y a pas lieu de retenir cet impt. Selon le requrant, l'obligation qui lui est faite d'indiquer son appartenance religieuse enfreint l'article 9 de la Convention. Logiquement, la Cour retient « une ingrence dans le droit du requrant de ne pas dclarer ses convictions religieuses » (§51). Pour dmarquer son raisonnement de l'affaire ayant entran la condamnation de la Turquie pour la prsence, mme non renseigne, d'une case portant la mention « religion » sur les cartes d'identit¹², la Cour juge qu'en l'espce le requrant ne souhaite pas faire valoir ses droits contre les intrts des autorits tatiques, mais que « les juridictions allemandes taient appeles en l'espce mettre en balance l'aspect ngatif de la libert religieuse du requrant avec le droit des glises et des socits religieuses de lever l'impt culturel », en tenant compte de l'obligation de l'tat de garantir le prlvement en bon ordre de cet impt. Autrement dit, il s'agit ici d'un contentieux de nature non pas verticale mais horizontale ncessitant de rsoudre un conflit de droits. Selon la Cour, « la mention « -- » sur la carte d'imposition n'a qu'une porte limite en ce qui concerne l'appartenance et l'orientation religieuse ou philosophique du requrant [...] [Elle] renseigne les autorits fiscales uniquement sur le fait que le requrant n'appartient pas l'une des six glises ou socits religieuses habilites lever l'impt culturel » (§58). De plus, « les autorits nationales n'ont pas demand au requrant d'exposer pourquoi il n'appartenait pas l'une des glises ou socits religieuses levant l'impt culturel et n'ont pas vrifi quelle tait son orientation religieuse ou philosophique » ; l'ingrence n'est donc pas disproportionne (§60-61). C'est faire peu de cas de l'aspect ngatif de la libert de manifester sa religion qui comporte le droit de ne pas tre oblig d'agir de telle sorte que l'tat ou l'employeur puisse en dduire que l'on a ou pas de telles convictions.

1.2. L'INTERDICTION D'AVANTAGES DISCRIMINATOIRES

L'tat peut prvoir des rgimes juridiques diffrents comme l'ont admis la Commission et la Cour, mais dans la jouissance des droits qui en dcoulent, il lui appartient de veiller ce que cette diffrence de traitement soit dicte par des justifications objectives et raisonnables. Ainsi la Commission a-t-elle eu l'occasion de se prononcer sur la distinction opre en droit franais entre les associations de droit commun et les associations culturelles de la loi de 1905

12. CEDH, 2 fvr. 2010, n 21924/05, *Sinan Isik c/ Turquie*.

à la requête de l'Union des athées. La Commission note que l'une des principales distinctions « réside dans la possibilité, accordée aux unes, refusée aux autres, de recevoir à titre gratuit ». Insatisfaite de la seule justification tenant au risque de captation d'héritage, la Commission ne retient « aucune justification objective et raisonnable de maintenir un tel système qui défavorise à un tel degré les associations non cultuelles »¹³. La Cour n'a pas été saisie de cette affaire. Dans l'affaire *Alujer Fernandez*¹⁴, la Cour ayant validé le principe de l'impôt ecclésial résultant d'un concordat a aussi fixé les limites de cette situation privilégiée. Selon elle, « la conclusion d'accords entre un État et une Église donnée prévoyant un statut fiscal spécifique en sa faveur ne s'oppose pas, en principe, aux exigences découlant des articles 9 et 14 de la Convention dès lors que la différence de traitement s'appuie sur une justification objective et raisonnable et qu'il est possible de conclure des accords similaires avec d'autres Églises qui en exprimeraient le souhait », souhait que l'Église des requérants n'a pas formulé. Le principe est donc qu'une Église sans accord puisse entamer des démarches en vue d'en conclure un, sans pour autant que le résultat positif soit assuré. En effet, au regard des contreparties apportées par l'Église catholique à l'État (voir *supra*), il semble difficile d'imposer à l'État de conclure un accord avec une Église qui n'en offrirait aucune et, du point de vue culturel et historique, aucune Église implantée en Espagne n'est susceptible de rivaliser avec l'Église catholique, ce qui pourrait légitimer implicitement son statut exclusif. En l'espèce, le traitement spécifique dont bénéficie l'Église catholique est d'autant plus acceptable que « la législation fiscale espagnole ne contraint personne à [lui] verser une partie de ses impôts », chaque contribuable pouvant destiner le pourcentage de ses impôts fixé par la loi budgétaire à des fins d'intérêt social ou général, la législation espagnole permettant par ailleurs à toute personne d'effectuer « des dons à l'Église de son choix dans des conditions fiscales avantageuses ». La Commission avait déjà appliqué les mêmes principes en ce qui concerne l'exonération de taxe foncière dont bénéficie en Espagne la seule Église catholique en vertu du même accord¹⁵. Par ailleurs, la Cour dresse un constat de non-violation à l'égard d'une législation établissant une exonération de la taxe foncière des entreprises au bénéfice des seuls lieux de culte ouverts au public, cette législation étant appliquée indistinctement et l'Église requérante, dont le temple n'est pas ouvert au public, bénéficiant, en tant qu'organisme caritatif, d'un

13. Rapport 6 juill. 1994, n° 14635/89, *Union des athées c/ France*.

14. *Op. cit.*

15. Comm. EDH, déc. 11 janv. 1992, n° 17522/90, *Iglesia Bautista «El Salvador» et José Aquilino Ortega Moratilla c/ Espagne*.

abattement substantiel¹⁶. En revanche, le refus de considérer les *cemevi*, lieux de réunions culturelles des alévis, comme des lieux de cultes reconnus leur interdisant de bénéficier de la prise en charge des frais d'électricité par l'État comme les autres lieux de culte reconnus constitue une discrimination fondée sur la religion¹⁷. Ce souci de la Cour de ne pas entraver les relations spécifiques d'un État avec une ou plusieurs religions se double de celui tout aussi fort de ne pas laisser ce type de relations hors de contrôle et de préserver l'autonomie financière de tous les cultes.

2. LES OBLIGATIONS DE RESPECT DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE DES CULTES

Le principe de l'autonomie ecclésiale est aujourd'hui bien établi par la jurisprudence de la Cour européenne selon laquelle « le droit des fidèles à la liberté de religion suppose que la communauté puisse fonctionner paisiblement, sans ingérence arbitraire de l'État » et « l'autonomie des communautés religieuses est indispensable au pluralisme dans une société démocratique et se trouve au cœur même de la protection offerte par l'article 9 de la Convention »¹⁸. Cette autonomie passe indéniablement par l'attribution d'un statut juridique minimal par l'État (2.1) et par une retenue des ingérences étatiques attentatoires aux ressources des Églises (2.2).

2.1. L'OBLIGATION POSITIVE DE CONFÉRER UN STATUT JURIDIQUE

Il peut exister comme démontré ci-dessus des régimes juridiques différents pour les cultes, pour autant que ces différences n'entraînent pas de discriminations susceptibles de porter atteinte à l'exercice de la liberté de religion notamment des fidèles. Parfois le problème est plus structurel encore, une Église ne pouvant exercer convenablement son droit à la liberté d'association interprété à la lumière des principes de la liberté de religion. Ainsi, l'exercice collectif de la liberté de religion pose le problème du respect de la liberté d'association garanti par l'article 11 de la Convention. Confrontées à

16. CEDH, 4 mars 2014, n° 7552/09, *Church of Jesus Christ of Latter-Day Saints c/ Royaume-Uni*.

17. CEDH, 2 déc. 2014, n° 32093/10, *Cumhuriyetçi Eğitim Ve Kültür Merkezi Vakfı c/ Turquie*.

18. CEDH, Gde ch., 9 juill. 2013, n° 2330/09, *Sindicatul « Păstorul cel Bun » c/ Roumanie*, §136 ; V. GONZALEZ G., « L'autonomie ecclésiale au risque relatif des droits de l'homme », *RTDH* 2014, p. 803-818.

un problème d'accès à un statut juridique déterminé, de différence de traitement sur la base de statuts juridiques différents, la Commission et la Cour seront amenées le plus souvent à privilégier l'examen de la requête sous cet angle plutôt que celui de l'article 9 isolément ou combiné avec l'article 14. Le principe clairement posé par la jurisprudence est que tout groupement religieux doit être en mesure d'accéder à un statut qui lui donne, au moins, la possibilité de défendre ses intérêts, notamment sa liberté de religion, son droit de propriété, devant les tribunaux¹⁹. La question structurelle concerne indirectement le financement des cultes (défense du droit de propriété, statut fiscal), il peut aussi le mettre en question plus directement et, en cas de dissolution d'une entité religieuse, la Cour liste une série de conséquences négatives notamment sur « le droit de posséder ou de louer la propriété, de détenir des comptes bancaires, d'embaucher des employés et de veiller à la protection judiciaire de la communauté, ses membres et ses actifs »²⁰. Dans une affaire récente, la Cour s'est prononcée sur l'allocation de subventions publiques à des Églises considérées comme « légalement établies » en vertu d'une loi nouvelle, alors que d'autres, légalement enregistrées auparavant, ne se virent pas reconnaître comme telles et ne jouirent plus en conséquence des mêmes avantages pécuniaires et fiscaux²¹. Pour ces dernières, une demande d'enregistrement devait être adressée qui ne recevrait une réponse favorable qu'en fonction de critères tels le nombre de membres, l'ancienneté de l'existence et la preuve qu'elles ne représentaient pas un danger pour la démocratie. La Cour rappelle que « la possibilité pour les citoyens de former une personne morale afin d'agir collectivement dans un domaine d'intérêt commun constitue un des aspects les plus importants du droit à la liberté d'association, sans quoi ce droit se trouverait dépourvu de toute signification » et « le refus des autorités internes d'accorder la personnalité juridique à une association de personnes privées s'analys[e] en une ingérence dans l'exercice de leur droit à la liberté d'association » (§78). S'agissant de l'obligation positive « de mettre en place un système de reconnaissance facilitant l'acquisition de la personnalité juridique par les communautés religieuses », la Cour rappelle que « le devoir de neutralité et d'impartialité de l'État [...] est incompatible avec un quelconque pouvoir d'appréciation de la part de l'État quant à la légitimité des croyances religieuses » (§90). Puis la Cour souligne que « les différences entre

19. CEDH, 13 déc. 2001, n° 45701/99, *Église métropolitaine de Bessarabie et a. c/ Moldavie*.

20. CEDH, 12 juin 2014, n° 33203/08, *Biblical Centre of the Chuvash Republic v. Russia*, §60 (l'arrêt n'existe qu'en anglais – traduit par nous).

21. CEDH, 8 avril 2014, n° 70945/11 et autres, *Magyar Keresztény Mennonita Egyház et autres c/ Hongrie*.

les statuts juridiques accords aux communauts religieuses ne doivent pas donner de leurs adhrents une image dfavorable aux yeux du grand public [...] Dans les traditions de nombreux pays, la dsignation en tant qu'glise et la reconnaissance de l'tat sont les cls du statut social, en l'absence duquel la communaut religieuse peut tre vue comme une secte douteuse. En d'autres termes, le refus de reconnaître une communaut religieuse en tant qu'glise peut amplifier les prjugs contre les adhrents de telles communauts, souvent de petite taille, particulirement dans le cas des religions professant des enseignements nouveaux ou inhabituels » (§92). Il s'agit l sans doute de la synthse la plus marquante de la dfiance qu'a toujours manifeste la Cour l'gard de la labellisation ngative de « secte »²². Selon la Cour, « ces diffrences [dans le statut juridique et le traitement qui en rsulte entre les communauts religieuses en termes de coopration avec l'tat] ont un impact sur l'organisation de la communaut et donc sur la pratique, individuelle ou collective, de la religion » ; ds lors « la Cour ne peut ignorer le risque que les adhrents d'une religion puissent avoir l'impression de n'tre que tolrs – mais pas bienvenus – si l'tat refuse de reconnaître et soutenir leur organisation religieuse tout en accordant ce bnfice d'autres institutions » (§93-94). Les distinctions ainsi opres en matire de partenariat et de subventions ne doivent pas produire « une situation dans laquelle les adhrents d'une communaut religieuse auraient l'impression d'tre des citoyens de seconde zone, pour des raisons religieuses, en raison d'une position de l'tat moins favorable envers leur communaut » (§109). En l'espce, le droit hongrois fait bnficier les glises reconnues d'un traitement prfrentiel, « en particulier dans le domaine de la fiscalit et des subventions » et les avantages obtenus sont substantiels et « les aident assumer des activits religieuses en raison de leur forme organisationnelle spcifique » (§110). Parmi les privilges lis l'enregistrement, seules les glises « incorpores » ont droit un pour cent de l'impt sur le revenu des particuliers dclar par les croyants et la subvention correspondante de l'tat. Ces sommes tant destines « soutenir les activits confessionnelles », la Cour estime que cette diffrenciation ne satisfait pas aux exigences de « neutralit de l'tat et [...] impose un fardeau aux croyants de petites communauts religieuses sans raison objective et valable » (§112). Ce dfaut structurel, dconnect d'un contexte culturel et historique semblable celui de l'affaire *Alujer Fernandez* par exemple, nuit non seulement aux

22. CEDH, 6 nov. 2008, *Leela Frderkreis E.V. c/ Allemagne*, RTDH 2009, p. 553-568, obs. GONZALEZ G. ; CEDH, 10 juin 2010, *Tmoins de Jhovah de Moscou c/ Russie*, RTDH 2011, p. 199-217, obs. GONZALEZ G.

finances du culte concerné mais, et ce lien est établi aussi clairement pour la première fois, sur l'image du culte en question et de ses adeptes.

2.2. L'ENCADREMENT DES INGÉRENCES ÉTATIQUES ATTENTATOIRES AUX RESSOURCES CULTUELLES

Déjà dans l'affaire des *Saints monastères* la Cour avait souligné l'importance, pour apprécier l'ingérence d'un État dans la liberté de religion par le biais d'une atteinte aux biens, de vérifier que les « objets ou avoirs nécessaires à la pratique et au culte » n'étaient pas concernés. La question s'est posée de façon directe dans le cadre du contentieux opposant la France à l'association des Témoins de Jéhovah pour la taxation des dons manuels faits par les fidèles. Par son arrêt du 30 juin 2011, la Cour européenne conclut à la violation de l'article 9 de la Convention pour imprévisibilité de la « loi » française, c'est-à-dire de l'interprétation totalement nouvelle et inattendue de l'article 757 du Code général des impôts instituant une taxation à hauteur de 60% des dons manuels « révélés »²³. À l'évidence, une taxation de 60% des dons de fidèles à une association religieuse augmentée de pénalités qui, cumulées, dépassent les 50 millions d'euros constitue bien une ingérence dans la liberté de religion de l'association. Au gouvernement qui plaidait que « la taxation des dons manuels n'a eu aucun effet sur la liberté de religion de la requérante et de celle de ses membres, demeurés libres de pratiquer leur culte comme ils l'entendent », la Cour répond « que les dons litigieux constituant la source essentielle de financement de l'association par les fidèles, ceux-ci peuvent prétendre être directement affectés par la mesure fiscale [...] la taxation dont il s'agit a menacé la pérennité, sinon entravé sérieusement l'organisation interne, le fonctionnement de l'association et ses activités religieuses, étant observé que les lieux de culte étaient eux-mêmes visés » (§53). L'ingérence est donc bien avérée. Qu'il s'agisse de la notion de « dons manuels », de l'identification du « donataire », de celle de « révélation » des dons, la Cour juge que l'association n'était pas « à même de prévoir à un degré raisonnable les conséquences pouvant résulter de la perception des offrandes et de la présentation de sa comptabilité à l'administration fiscale » (§72). En l'espèce, la brutalité du revirement, notamment quant à l'interprétation de la notion de « révélation », ses conséquences financières exorbitantes pour l'association requérante et, indirectement, la communauté de ses membres, enfin son bénéfice limité pour le « progrès interprétatif » portent atteinte à la substance des principes de

23. CEDH, 30 juin 2011, n° 8916/05, *Assoc. Les Témoins de Jéhovah c/ France*.

scurit juridique et de confiance lgitime. La Cour n'est « pas convaincue que la requrante tait mme de prvoir un degr raisonnable les consquences pouvant rsulter de la perception des offrandes et de la prsentation de sa comptabilit l'administration fiscale » (§72). L'affirmation de l'imprvisibilit de la loi est si abrupte que l'on se demande comment les juridictions nationales ont pu avaliser l'instrumentalisation du contrle fiscal effectu au sige de la requrante qui relve manifestement d'un manque de « cohrence » et de « loyaut » des autorits administratives. La violation de l'article 9 de la Convention tant identifie ds le premier stade du contrle de la loi, la Cour « n'estime pas ncessaire de se pencher sur le respect des autres exigences de l'article 982 », la finalit et la ncessit de l'ingrence (§72). Avec le Prsident Costa on peut regretter cette conomie, « parce que certaines des questions souleves par la requte, si elles avaient d tre tranches, auraient revtu [...] un caractre dlicat, et peut-tre mme "grave" au sens de l'article 30 de la Convention » (opinion spare). L'instrumentalisation de la lgislation fiscale utilise pour restreindre le pluralisme religieux de faon « arbitraire » n'apparat pas ncessaire dans une socit dmocratique lorsqu'elle aboutit des consquences aussi radicales que la saisie de l'ensemble des biens de l'association concerne, notamment des lieux de culte, mettant en cause l'existence et la prennit de l'organisation ayant en charge la libert collective de religion des fidles. La Cour appliquera le mme raisonnement dans trois autres affaires identiques concernant de nouveaux mouvements religieux²⁴. Sme en revanche la confusion sur la conventionnalit du principe d'une telle taxation la dclaration d'irrecevabilit de la plainte d'un quatrime groupement pour qui la taxation des dons manuels hauteur de 60% n'avait pas, selon la Cour, pour consquence de « couper ses ressources vitales ni d'entraver son activit religieuse »²⁵.

Vu de la Cour europenne des droits de l'homme, les tats sont libres de contribuer au financement des cultes ; des diffrences de traitement entre les cultes sont possibles sous rserve d'tre justifies par des motifs objectifs et

24. CEDH, 31 janv. 2013, n 50471/07, *Association Cultuelle du Temple Pyramide c/ France* ; 31 janv. 2013, n 50615/07, *Association des Chevaliers du Lotus d'Or c/ France* ; 31 janv. 2013, n 25502/07, *glise vanglique missionnaire et Salan c/ France*.

25. CEDH, dc. 8 janvier 2013, n 41729/09, *Sukyo Mahikari France c/ France* : confusion regrettable, la Cour n'voquant mme pas dans cette dcision d'irrecevabilit l'imprvisibilit de la loi svrement fustige dans les quatre autres affaires ; y aurait-il deux poids deux mesures au sein mme des groupements minoritaires ? Dans aucune des cinq affaires concernant la taxation des dons manuels en France, la question d'une discrimination fonde sur la religion n'est examine, soit par conomie de moyens, soit parce que l'argument est jug irrecevable.

non arbitraires, faute de quoi une discrimination pourrait être identifiée. La Cour européenne, soucieuse du principe de subsidiarité, respecte les choix étatiques découlant d'un contexte social, historique particulier comme l'a illustré l'affaire *Lautsi c/ Italie*. L'arbitraire ne doit pas être le moteur du soutien accordé à une religion en particulier, il ne doit pas non plus être celui d'une ingérence si grave et disproportionnée qu'elle remette en cause le fonctionnement du culte visé, portant ainsi une atteinte disproportionnée à l'exercice collectif de la liberté de religion mais aussi, au-delà, à l'exercice individuel de chacun des fidèles du groupe concerné. Finalement, dans ce domaine délicat du financement des cultes, la Cour européenne semble avoir trouvé le juste milieu qui sied au respect raisonnable du principe de subsidiarité.